



Département de l'Ain

Culoz-Béon, le 27 août 2025

## ➤ Décision du Maire

Prise en vertu d'une délégation donnée par le Conseil Municipal (Article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales)

### **Nature de l'acte : 1.1 Marchés publics**

**Objet** : Marché de services pour un mandat de vente d'un local commercial

**Décision n° 2025-36**

### **Le Maire de la Commune de CULOZ-BEON,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Culoz-Béon n° DE-09012024-05 en date du 09 janvier 2023 par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L2122-22 susvisé et notamment :

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres concernant des travaux jusqu'à un montant de 5 350 000 euros HT (seuil des marchés à procédure adaptée), des fournitures et services jusqu'à 214 000 € HT (seuil des marchés à procédure adaptée) ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant initial du contrat supérieure à 5%, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Considérant que la Commune de Culoz-Béon souhaite mettre en vente le local commercial dont elle est propriétaire au 77 rue de la Mairie à Culoz-Béon,

Considérant qu'il apparaît opportun de confier à une agence immobilière un mandat de vente de ce local commercial,

### **DECIDE :**

#### **Article 1 :**

Le marché de services pour un mandat de vente du local commercial situé au 77 rue de la Mairie à Culoz-Béon est attribué à l'agence Métier Immobilier Chindrieux.

#### **Article 2 :**

En cas de réalisation de la vente avec un acheteur présenté par l'agence, cette dernière aura droit à une rémunération de 8,3333333 % HT, soit 10 % TTC du prix de vente fixé à 40 000 €.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire. Cette démarche suspend le délai de recours contentieux. Toutefois ce recours gracieux n'est pas suspensif de la présente décision et le silence de l'autorité territoriale pendant deux mois à compter de la réception de cette demande vaut rejet de celle-ci.

**Article 4 :**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la Commune et publiée sur le site internet de la ville.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Belley.

Compte-rendu en sera donné lors de la prochaine séance du Conseil municipal.

Le Maire,  
Franck ANDRE-MASSE

